

# continuer à dire non ...au capitalisme !

Alternative Libertaire a appelé à dire non au Traité Constitutionnel Européen : pourquoi ?

Avec le TCE, il ne s'agissait pas d'élire des représentant(e)s, mais de se prononcer sur un projet de démolition sociale. C'est pourquoi AL s'est prononcée pour un « Non anticapitaliste et internationaliste ».

Tous les maux de la société ne viennent pas de Bruxelles, patrons et gouvernants étant assez grands pour faire leur sale besogne sans l'union européenne. Il ne s'agissait donc évidemment pas de défendre un non souverainiste.

Pour AL, il ne s'agissait pas non plus de se battre pour « une autre Europe » qui aurait été le rempart contre la mondialisation libérale, comme si des institutions « républicaines » (françaises ou européennes) pouvaient être un rempart contre le capitalisme.

Battre la Constitution pouvait selon nous alimenter le rapport de force contre le Medef et ses hommes de main du PS et de l'UMP. Cependant l'opposition à la démolition sociale et au capitalisme ne se fera que dans les luttes.

### Quel est le sens du résultat du référendum ?

Il semble clair que ce non exprime un désaveu de la politique antisociale et pro-capitaliste menée en France (et en Europe).

Le « non » révèle une nouvelle fois la crise de la démocratie représentative (que les représentants soient de droite ou de gauche) et de la délégation de pouvoir. Les député(e)s auraient voté oui majoritairement, en décalage complet avec la population. Selon nous, cette faillite accrédite au contraire la nécessité d'une démocratie directe et sociale. Elle montre également qu'il n'y aura rien à attendre d'une nouvelle recomposition politique « plus » à gauche (mais centrée autour du PS libéral) qui serait encore une fois illusoire parce que simple reconstruction électoraliste.

Ce non au référendum ne sera le début d'une victoire que par la construction d'un mouvement social massif de confrontation avec le capital et l'Etat : tout passe par la lutte, autogérée, porteuse d'un projet autonome de transformation sociale.

La réaction du gouvernement, qui est un durcissement de sa politique antisociale et une véritable provocation, montre l'urgence de construire des luttes dont le seul débouché politique doit être leur victoire.

**Ces luttes doivent selon nous suivre deux axes :**

### 1) Contre l'agression sociale de la politique

#### Villepin-Borloo-Sarko :

Le nouveau gouvernement entend poursuivre plus que jamais une politique antisociale pliant les salarié(e)s aux exigences du capitalisme, et mettant en place la répression pour maintenir

l'ordre dont ce système a besoin :

- Renforcement des mesures tendant à faire du travail précaire la norme (nouveaux contrats précaires, remise en cause du code du travail, boulots précaires dans les « services à la personne », autant de cadeaux au patronat.).

- Renforcement des mesures visant à contraindre les chômeur(euse)s à accepter les pires conditions de travail (contrôle accru, chantage à la réduction voire suppression du revenu de remplacement, augmentation des radiations arbitraires.).

- Durcissement de la répression, en particulier vis-à-vis des mouvements sociaux, et renforcement du délire sécuritaire (voir le retour de Sarkozy.).

- Il faut enfin dénoncer la politique anti-immigrés et patronale des « quotas » d'étrangers.

### 2) Pour une lutte des classes au niveau international :

Alternative Libertaire n'est ni pro, ni anti-européenne, mais anticapitaliste : l'Europe, si c'est une entité au service des capitalistes, on s'en fout !

La « construction européenne » est une notion dangereuse car elle masque l'existence de deux Europes : celle – majoritaire – des travailleurs, et celle des capitalistes et de leurs complices politiques. De même l'idée d'une « citoyenneté » européenne masque la réalité des inégalités de classe.

L'idée d'une « Europe sociale » est selon nous une pseudo-utopie donc la fonction essentielle est de recycler la faillite de l'utopie sociale-démocrate, tout comme le serait l'idée d'une « France sociale ». Il faut le répéter : l'émancipation des travailleur(se)s sera l'oeuvre des travailleur(se)s eux-mêmes, et non pas des institutions bourgeoises (nationales ou européennes) ni de la très libérale et bureaucratique Confédération européenne des syndicats.

Enfin, l'idée d'une Europe rempart contre les USA ou la mondialisation nous paraît doublement trompeuse, car elle promet une Europe chauvine, à l'opposé d'un véritable internationalisme, et parce qu'elle ne peut que déboucher sur un système encore plus libéral pour assurer plus de profits aux capitalistes européens dans le cadre de la mondialisation.

La seule alternative réellement porteuse des idéaux internationalistes et émancipateurs passe par la coordination (à l'échelle européenne, mais pas seulement) de mouvements sociaux radicaux et auto-organisés.

**Alternative libertaire**  
c/o L'Étincelle, 26 rue Maillé  
49100 ANGERS  
angers@alternativelibertaire.org  
[www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)

ne pas jeter sur la voie publique SVP.

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.  
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.  
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).  
NOM..... PRÉNOM..... TÉL..... E-MAIL .....  
ADRESSE.....